

**La qualité de l'air reste un sérieux risque pour la santé
et les normes doivent être renforcées**

Saint-Léon-de-Standon, le 31 janvier 2012 - En réaction au rapport publié par l'Institut Fraser ce matin, l'Association québécoise de lutte contre pollution atmosphérique (AQLPA) réitère la nécessité pour les gouvernements de poursuivre les actions visant l'amélioration de la qualité de l'air. Pour Patrick Bonin, directeur climat-énergie à l'AQLPA, « il est peut-être vrai que lorsque l'on regarde certains polluants, la qualité de l'air s'est en général améliorée au cours des dernières décennies au Canada, mais cette amélioration vient essentiellement du fait que les gouvernements ont légiféré et beaucoup de chemin reste à faire ». Malgré certaines améliorations, la qualité de l'air reste en effet problématique dans plusieurs régions du Canada et du Québec, d'où la nécessité de renforcer les règlements et standards actuels pour mieux protéger les populations.

Des standards à renforcer

L'AQLPA rappelle qu'à Montréal, les standards pancanadiens pour les particules fines ne sont pas respectés et presque dépassés en ce qui concerne l'ozone troposphérique (au sol). Ces polluants ont d'ailleurs été ciblés comme étant prioritaires par le Conseil canadien des Ministres de l'Environnement (CCME) qui souhaite rendre les normes plus sévères (standards pancanadiens) en matière de qualité de l'air ambiant. Cela, parce que ces polluants sont nocifs pour la santé peu importe le niveau mesuré; ils ont un impact sur la santé même à très faible concentration. La connaissance des impacts de la pollution de l'air sur la santé se sont d'ailleurs raffinées. L'Association médicale canadienne, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), l'Organisation mondiale de la santé, Santé Canada, le CCME, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), pour ne nommer que ceux-là, reconnaissent tous qu'il faut adresser les sources de pollution atmosphérique. L'OCDE mentionne d'ailleurs qu'

« en dépit des actions engagées à l'échelle nationale et internationale et de la baisse des principales émissions de contaminants, il est peu probable que les effets de la pollution de l'air sur la santé diminuent dans les années à venir à moins que ne soient prises les mesures qui s'imposent [...]. Dans les pays de l'OCDE, la pollution atmosphérique constitue à l'évidence une menace pour la santé puisqu'elle joue un rôle dans nombre d'affectations, tel que l'asthme, et qu'elle peut dans certains cas entraîner une mort prématurée. Ce type de pollution est d'autant plus préoccupant que les enfants y sont plus sensibles que les adultes [...].¹»

Des prévisions inquiétantes

L'AQLPA et plusieurs organismes crédibles, dont la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie² et le Consortium Ouranos³, estiment que si rien n'est fait, les problèmes liés à la

¹ OCDE (2008), Synthèses- Santé et environnement, avril 2008. www.oecd.org/dataoecd/4/1/40468101.pdf

² TRNEE (2011) Le prix à payer : répercussions économiques du changement climatique pour le Canada, <http://nrtee-tnee.ca/climat/properite-climatique/le-cout-national-net-du-changement-climatique/prix-a-payer?lang=fr>

qualité de l'air risquent d'être aggravés en raison des changements climatiques. Selon Ressources naturelles Canada⁴, « le Québec présente des niveaux d'ozone de basse altitude en hausse constante depuis 15 ans sur une base moyenne saisonnière quoique le nombre d'épisodes aigus varie beaucoup d'une année à l'autre ». Pour l'Organisation mondiale de la santé⁵, les projections pour les changements climatiques incluent une augmentation des extrêmes de températures, qui se manifesteraient, entre autres, par une hausse de la fréquence et de la durée des périodes de canicules et des épisodes de smog.

Des coûts déjà trop élevés

Pour le Québec, les coûts de santé en lien avec la mauvaise qualité de l'air sont actuellement chiffrés à plus de 2 milliards par l'Association médicale canadienne, chiffre similaire à ceux de l'INSPQ. Plusieurs rapports internationaux font d'ailleurs état des avantages majeurs en réduction des maladies et des décès que présenteraient des améliorations peu coûteuses en matière de pollution atmosphérique. L'INSPQ chiffre pour sa part à plus de 2000 le nombre de décès prématurés au Québec en raison de la mauvaise qualité de l'air (sans compter tous les autres problèmes de santé à court et long terme). En moyenne, c'est près d'une journée sur deux où la qualité de l'air n'est pas considérée comme « bonne » à Montréal. L'Institut Fraser préfère omettre les coûts liés aux maladies et décès prématurés et comparant de façon simpliste, d'un côté les supposés coûts des politiques de réduction de pollution atmosphérique et de l'autre, des présumées faibles bénéfices pour la santé humaine !

Pour l'AQLPA, les propos de l'Institut Fraser sont inacceptables, voire trompeurs, et doivent être rejetés purement et simplement puisqu'ils sont totalement hors contexte et ce, de manière remarquable en ce qui concerne le Québec, déclare André Bélisle, président.

--30--

Source : Louise Lévesque, directrice des communications
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
Bureau : 418-642-1322 poste 294 / Cellulaire : 418-264-5575 /
louise.levesque@aqlpa.com

Contacts : André Belisle, président AQLPA
Bureau : 418-642-1322 poste 223 / Cellulaire : 418 386-6992
andre.belisle@aqlpa.com

Patrick Bonin, directeur climat-énergie AQLPA
Bureau : 450-818-1850 / Cellulaire : 514-594-1221
pbonin@aqlpa.com

³ Ouranos. Savoir s'adapter aux changements climatiques, rédaction : C. Desjarlais, M. Allard, A. Blondlot, A. Bourque, D. Chaumont, P. Gosselin, D. Houle, C. Larrivée, N. Lease, R. Roy, J.-P. Savard, R. Turcotte et C. Villeneuve, Montréal, 2010, 128 p.
http://www.ouranos.ca/fr/publications/documents/sscc_francais_br-V22Dec2011.pdf

⁴ NRCAN (2007, Vivre avec les changements climatiques au Canada – éditions 2007, p.204

⁵ Idem